



NOTE D'INFORMATION

LE CHEF DE LA MINUSCA PARTICIPE A DEUX EVENEMENTS MAJEURS POUR LA SORTIE DE CRISE EN CENTRAFRIQUE

Bangui, le 6 mai 2015 – Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine (MINUSCA), Babacar Gaye, a participé cette semaine, à Bangui, à deux événements majeurs qui constituent sans nul doute le point de départ d'une nouvelle donne pour le pays, a déclaré mercredi son Porte-parole Hamadou Touré.

Lors du point de presse hebdomadaire, le Porte-parole a cité le Forum de Bangui ouvert lundi et la signature le lendemain d'un engagement par les groupes politico-militaires pour la libération des enfants associés aux forces ou groupes armés et la décision de ne plus les recruter dans leurs rangs. Ces événements «*constituent des moments-clés dans l'esquisse du nouveau visage de la République Centrafricaine* » a-t-il renchéri.

A l'ouverture du Forum, a-il-rappelé, le Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République centrafricaine, Babacar Gaye, a insisté sur l'attente des conclusions et de leur mise en œuvre pour faciliter la remobilisation de la communauté internationale. Ceci afin de donner le coup de pouce décisif à l'organisation d'élections libres, ouvertes, régulières, justes et transparentes pour que le pays dispose d'autorités choisies au suffrage universel. Signe encourageant, la France a versé 400.000 euros au Projet d'Appui au Cycle Electoral (PACEC).

Dans le même ordre, ce changement qui constitue la signature de l'accord sur la libération des enfants associés aux activités des forces ou des groupes armés doit se traduire dans les faits pour mettre fin aux mauvais traitements infligés aux enfants sous d'exploitation et d'abus sexuels. A ce sujet, le Chef de la MINUSCA a exprimé la détermination de la Mission à protéger les enfants victimes de l'exploitation et des abus sexuels.

Une autre bonne nouvelle au plan sécuritaire, est le coup de filet effectué conjointement par la Police de la MINUSCA (UNPOL) et les Forces de sécurité intérieure. Leur opération coup de poing a permis de saisir des armes de guerre, plusieurs sortes de munitions, du chanvre indien et une voiture. Quatre suspects ont été interpellés. En outre, il convient de noter que la campagne de sensibilisation à la remise volontaire d'armes et de munitions illégalement détenues porte de plus en plus de fruit. Un maillon de 85 cartouches, un fusil MM-16 avec quatorze (14) cartouches, deux (02) obus de mortier, une grenade offensive, une cartouche propulsive pour lance-roquette ont été remis à UNPOL.



Quant à la Force de la MINUSCA, en plus de son appui au Forum de Bangui, elle poursuit ses patrouilles aussi bien terrestres qu'aériennes, 3468 au cours de la semaine écoulée. De même, elle a assuré l'escorte pour 438 sur tous les axes.

Au chapitre des droits de l'Homme, la MINUSCA a enregistré au moins 23 incidents d'atteinte aux droits humains ont été enregistrés. Ils ont fait 79 victimes dont 44 personnes du village de Domodo1 situé à 20 km de Kaga-Bandoro, au sud-est de l'axe de Mbrés. Elles ont été contraintes par des éleveurs peulhs armés de quitter leur village le 29 avril 2015 pour regagner le site des déplacées à l'Evêché de Kaga-Bandoro. Les violations des droits de l'Homme enregistrées sont, entre autres, le droit à la vie, le droit à l'intégrité physique et la liberté d'aller et de venir. Les auteurs présumés sont des individus décrits par les victimes et témoins comme étant des ex Seleka, des Anti Balaka et des bandits de droit commun.

Allant au-delà de la surveillance et documentation des violations des droits de l'Homme, la MINUSCA poursuit sa campagne de sensibilisation des communautés urbaines et périurbaines de Bangui avec le Réseau des Journalistes pour les droits de l'Homme (RJDH). A la veille de la journée internationale de la presse, le 2 mai 2015, une séance publique de sensibilisation sur les différents aspects de la liberté d'expression a été organisée au bénéfice des populations des 8^e et 6^e arrondissements et des journalistes de la presse écrite et audiovisuelle de Bangui au quartier Combattant.

Les échanges avec le public ont porté sur le droit à la liberté d'expression, un droit fondamental.

Le droit à la liberté d'expression englobe la liberté d'association, d'assemblée et de manifestation pacifique mais a aussi des limites légales telles que l'obligation de respect de la vie privée des tiers, l'interdiction des propos diffamatoires ou incitant à la haine raciale.

L'activité a été financée par la MINUSCA et s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne de sensibilisation des populations de 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e arrondissements de Bangui sur la culture de la paix, la cohésion sociale et les droits de l'homme entre les communautés urbaines et périurbaines de Bangui.

